

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Qatar

• (Page 08)

Un salaire minimum établi à un euro de l'heure

Un salaire minimum de 230 euros par mois, soit un euro de l'heure, est entré en vigueur ...

Géant pétrolier

Importante chute du bénéfice net d'Aramco

Le géant de l'énergie Saudi Aramco a annoncé dimanche un bénéfice net de 41 milliards d'euros 2020, en baisse de 44,4% comparé à l'année précédente. En cause : la ... • (Page 08)

Le Togo en route pour l'Expo Dubai 2020

• (Page 03)

Présentation des opportunités aux opérateurs économiques

Phase II du programme FFF

Des opportunités à venir pour les bénéficiaires

En vue de sensibiliser les producteurs forestiers et agricoles sur les modalités d'accès au financement, ... • (Page 02)

Contrôle de la concurrence

Des matériels roulants aux directions régionales

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, Kodjo ADEDZE a procédé à ... • (Page 04)

Croissance durable

Les pays africains doivent adopter la technologie des données

Au cours de la présentation d'un document sur l'exploitation de la technologie et de l'innovation, le 20 mars 2021, Leila ... • (Page 06)

Entreprenariat

AGRIMARK TOGO veut relier les agriculteurs aux marchés

Au Togo avec la production alimentaire traditionnelle, où les agriculteurs ne savent pas à ... • (Page 11)



Commune d'Ogou 1

• (Page 04)

Un budget primitif de 285.790.149 FCFA pour 2021



Phase II du programme FFF

Des opportunités à venir pour les bénéficiaires

En vue de sensibiliser les producteurs forestiers et agricoles sur les modalités d'accès au financement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a organisé un atelier de sensibilisation, à l'endroit desdits acteurs, ce 17 Mars 2021 à Atakpamé.



• Le présidium

• Bernard AFAWOUBO

Dans le cadre de son programme restauration du paysage forestier africain (AFR100), la FAO a sélectionné deux pays pour la phase II du FFF (Mécanisme forêts et paysans) dont le Madagascar et le Togo. Cette initiative est de fournir des informations de base sur les efforts en cours au Togo par les partenaires de FFF et les autres parties prenantes concernées, de définir l'objectif de sa mise en œuvre, de rationaliser les interventions et de créer des synergies. Elle vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici 2030. La rencontre d'Atakpamé a pour objectif de partager les acquis, les dernières informations et appuis avec les OPFA et partenaires pour les subventions en 2021 et sur le programme régulier et la réponse à la COVID 19. A en croire Issifou Aboudoumisamilou, Facilitateur du Mécanisme FFF auprès de la FAO, cette rencontre se veut un cadre d'échange pour partager avec les acteurs, d'abord, les acquis que le mécanisme a pu capitaliser pendant les deux ans de la mise en œuvre à titre Pilote et présenter la nouvelle forme d'investissement ou de subvention que la FAO à travers le mécanisme en tant qu'entrepreneur. « Cette nouvelle forme de financement consiste à des investis-

sements directs et ceci pour permettre aux organisations à la base de pouvoir consolider les acquis sur les différents appuis qu'ils ont eu jusqu'à présent et faire en sorte que ses organisations puissent de façon durable exercer leurs activités et sortir de l'assistanat » a indiqué Issifou Aboudoumisamilou, Facilitateur du Mécanisme FFF auprès de la FAO. Et de souligner que « Ce nouveau mécanisme va garantir la durabilité des investissements à la base, de mesure à ce que les producteurs puissent améliorer substantiellement leur moyens d'existence et surtout contribuer à l'amélioration des paysages forestiers dans le contexte du changement climatique ». Cette année, de nouvelles subventions seront octroyées aux différents partenaires pour consolider les acquis des deux dernières années et aussi à entreprendre des actions innovantes pre-

nant en compte la pandémie de la COVID 19 pour créer des paysages résilients face au changement climatique et améliorer les moyens d'existence, avec les organisations de producteurs forestiers et agricoles (OPFA). Des ressources additionnelles ont été allouées pour le Togo et le Madagascar pour intervenir en réponse à la covid 19, cela constitue la particularité de cette année. Il faut noter que les appels à propositions seront lancés à partir du 01 Avril 2021 et seront concernés aussi bien les acteurs du programme régulier du mécanisme forêt et paysans notamment le développement des entreprises de la restauration des paysages forestiers, la gouvernance au sein des organisations des producteurs forestiers et agricoles mais aussi le développement des aspects liés aux services écosystémiques.



• Photo de famille

AUX DECIDEURS...
CAF, la stratégie Motsepe

Le nouveau président de la Confédération africaine de football (CAF) est un homme d'affaires. Patrice Motsepe, le magnat Sud-africain des mines.

Motsepe a un manifeste en 10 points. Il souhaite développer le football sur le continent en attirant des investisseurs et des partenaires. Il prévoit également d'investir dans la jeunesse et les infrastructures et de rendre la confédération plus efficace.

Investir dans le développement et la croissance du football en Afrique et construire des partenariats / parrainages avec des partenaires potentiels. Engagement à faire en sorte que la CAF et ses 54 associations membres, à moyen et long terme, soient autonomes et compétitives à l'échelle mondiale. Construisez des partenariats et des parrainages mutuellement avantageux. Améliorer l'efficacité et le professionnalisme des compétitions et du personnel de la CAF. Augmenter les prix de la Coupe d'Afrique des Nations de la CAF, car cela contribuera à l'amélioration de la qualité du football africain, des académies et des infrastructures de football des jeunes et des femmes. Cela augmentera également l'intérêt des fans télévisés africains et mondiaux.

Mise en œuvre et respect des bonnes pratiques de gouvernance et d'audit au niveau mondial. Mettre l'accent sur la contribution à la construction d'une association dirigeante de football respectée, crédible et éthique dans chaque pays africain. Concentrez-vous sur la construction d'une instance dirigeante du football africain respectée, crédible et éthique, transparente et responsable.

Engagement à garantir au moins un stade national de qualité dans chaque pays conformément aux normes de qualité internationales de la FIFA. Construisez au moins 200 terrains de football. Construire des installations et des infrastructures pour le développement des jeunes et promouvoir le football scolaire dans autant d'écoles que possible. Doublez les paiements annuels pour l'investissement dans le football des jeunes pour chaque association membre en un an.

Consultations et discussions approfondies avec les participantes et les parties prenantes du football féminin. Les compétitions des femmes africaines seront restructurées et rebaptisées d'ici deux ans. L'intégrité, l'indépendance et le professionnalisme des arbitres est cruciale pour la crédibilité et le succès du football en Afrique. La formation et l'éducation des arbitres féminines seront également encouragées à augmenter le nombre d'arbitres féminines officiant dans le football professionnel de haut niveau.

Le VAR sera mis en œuvre à toutes les compétitions seniors de la CAF. Une formation et des compétences appropriées pour tous les arbitres assistants vidéo seront fournies. Engager des discussions et des consultations dans un délai de trois à six mois pour identifier et évaluer les réformes et changements statutaires qui sont essentiels à l'amélioration et au renforcement de l'efficacité administrative, managériale et opérationnelle de la CAF.

L'engagement de bâtir une relation mutuellement respectueuse et bénéfique avec la FIFA et d'autres organes directeurs continentale à travers le monde. Les relations et les partenariats seront basés sur la promotion des meilleurs intérêts de l'Afrique, la CAF et de l'Association Membre.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Le Togo en route pour l'Expo Dubai2020

Présentation des opportunités aux opérateurs économiques

Dans le cadre de l'organisation de la participation du Togo à l'Expo Dubai 2020, une séance d'informations s'est tenue, mardi 23 mars 2021 à la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) à Lomé. Occasion pour les opérateurs économiques et startups du Togo d'être au parfum des opportunités d'affaires qu'offre l'Expo Dubai 2020.

• Joël YANGLLO

« C'est pour amener, les entreprises togolaises et surtout les jeunes start-ups à y participer massivement afin de pouvoir, au retour, jouer pleinement le rôle de catalyseur pour la croissance que la CCIT, a jugé opportun de faciliter et coordonner cette rencontre d'échanges et d'information sur l'Expo Dubai. Il est donc important que les opérateurs économiques se mobilisent pour saisir cette opportunité de plus, qui s'offre au sortir de la crise sanitaire afin de relancer les affaires, en répondant à cette rencontre internationale ». Ainsi s'exprimait Manzinèwè Nathalie BITHO, la présidente de la Délégation spéciale consulaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, le mardi 23 mars 2021 à Lomé, à l'occasion de la séance d'information et de sensibilisation sur l'expo Dubai2020, organisé à l'endroit des opérateurs économiques. Ainsi, le Togo veut faire forte impression à l'Expo Dubai2020 prévue du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022 à Dubai, autour du thème central : « Connecter les Esprits, Construire le Futur ». La participation du Togo à l'Expo Dubai 2020 connaîtra trois importantes activités : la Journée Economique le 19 Décembre 2021, la Journée Nationale du Togo



• Manzinèwè Nathalie BITHO, la présidente de la Délégation spéciale consulaire de la CCI (au milieu) prononçant son allocution

le 21 Décembre 2021 et la Journée des Start-Up le 08 Février 2022. Pour la réussite de la participation togolaise, les organisateurs ont initié, mardi 23 mars 2021 à Lomé, une rencontre d'information qui a permis aux opérateurs économiques et aux startups d'obtenir de plus amples informations sur la possibilité de prendre part à l'Expo Dubai 2020. Sous la houlette de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI Togo) et du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF), cheville ouvrière dans l'organisation pour la participation du Togo à l'Expo Universelle de Dubai, les entreprises désireuses

d'y participer sont désormais au courant des opportunités dont regorgent l'Expo Dubai 2020. Les opérateurs économiques présents ou représentés à cette rencontre d'information, ont échangé avec les organisateurs sur les opportunités d'affaires liées l'Expo Dubai 2020 dont le thème retenu par le Togo est « L'inclusion du numérique dans le développement des populations ». Cette Exposition Universelle, organisée conjointement par le Bureau International des Expositions (BIE) et les Emirats Arabes Unis vise entre autre à favoriser la création des partenariats industriels, financiers, techniques, technologiques

et commerciaux, partager des expériences et permettre la création de collaborations inter-entreprises à travers des rencontres B to B, s'informer sur les dernières actualités dans le secteur du numérique en vue de saisir de nouvelles opportunités d'affaires. A partir du 1er octobre 2021, l'Expo 2020Dubai sera le centre du monde pendant 6 mois, chaque jour regorgeant de nouvelles expériences. Ce sera l'occasion de créer, de collaborer et d'innover

avec un événement vraiment unique. Une occasion unique pour les usagers de profiter d'attractions aussi attrayantes, époustouflantes, hautes en couleur, amusantes et dépaysantes qu'incroyables. Les opérateurs économiques du Togo n'ont donc rien à perdre en participant à l'Expo 2020Dubai. Une habitude de participer aux rendez-vous internationaux

A l'instar d'autres nations du monde, le Togo a pris l'habitude de participer aux rendez-vous internationaux, qu'ils soient diplomatiques ou commerciaux etc. C'est ainsi que le pays se positionne une fois de plus pour l'Expo Universelle de Dubai, « événement qui nous réunit, afin d'informer non seulement sur les opportunités qui s'offrent à un opérateur économique présent à l'Expo, mais aussi sur les dispositions prises au plan national par les autorités pour faciliter la participation des exposants togolais », a indiqué Manzinèwè Nathalie BITHO. En effet, il ne pouvait en être autrement, dès lors que le gouvernement togolais, sous la houlette du Président de la République, Faure Essozim-

na GNASSINGBE, dont la vision est de faire du secteur privé togolais le fer de lance du développement, conscient du rôle que joue le secteur privé dans la croissance économique, s'est engagé à faire de lui, un partenaire privilégié pour la promotion de l'investissement dans le pays. « Cette confiance, nous avons le devoir et l'obligation de la rendre pérenne et ceci ne peut être possible qu'à travers des actes concrets. Des actes que nous pouvons poser par notre participation aux différentes manifestations de promotions et d'échanges économiques notamment les Expositions Universelles », a déclaré la présidente de la Délégation spéciale consulaire de la CCI Togo. Encourager et faciliter la participation aux grandes rencontres internationales, sont des actions qui permettront de nouer davantage de partenariats entre opérateurs économiques togolais et étrangers et visent à attirer davantage d'investissements, sachant que la transformation du tissu économique togolais passe par des initiatives économiques de qualité dans les secteurs stratégiques de développement.



• Photo de famille

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commune d'Ogou 1

Un budget primitif de 285.790.149 FCFA pour 2021

L'exercice de présentation publique du budget de la commune d'Ogou 1 s'est tenue le mardi 23 mars 2021 sous la direction de la maire Yawa Kouigan. Le budget primitif de la commune s'équilibre en recettes et en dépenses à 285.790.149 FCFA.

• Joël YANCLO

Actuellement efficace le levier de la participation citoyenne en permettant un échange permanent et totalement transparent avec les administrés. C'est dans cette dynamique qu'a eu lieu ce mardi 23 mars 2021 à Atakpamé, la journée de l'exercice de présentation publique du budget de la commune

d'Ogou 1, présidé par la maire Yawa Kouigan. Le budget primitif de la commune s'équilibre en recettes et en dépenses à 285.790.149 FCFA, avec une section investissement de 72.521.462 FCFA, soit 25%. Au terme des travaux, la première autorité de la commune d'Ogou 1 a formulé le vœu du maintien d'une dynamique inclusive, participative et fructueuse,

en dépit du contexte sanitaire. Elle n'a pas manqué de remercier les groupes avec lesquels les échanges ont eu lieu la chefferie traditionnelle, les comités de développement à la base, les associations/ONG et les organisations de commerçantes des marchés, et les media locaux.



Renforcement du contrôle de la concurrence

Des matériels roulants aux directions régionales

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, Kodjo ADEDZE a procédé à la remise officielle de matériels roulants aux directions régionales du commerce intérieur et de concurrence ce lundi 22 Mars 2021 à Lomé.



• Bernard AFAWOUBO

Les directions régionales du commerce intérieur et de la concurrence notamment celles de Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong ont reçu de matériels roulants ce lundi 22 Mars 2021 de la part du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Cette dotation vient à point nommé pour renforcer leurs capacités opérationnelles. Aussi, il s'agit d'une réponse du gouvernement togolais aux préoccupations des cinq directions régionales ainsi que de la direction centrale du commerce et de la concurrence pour leur permettre de jouer pleinement leurs rôles.

« Cette action faite au nom du gouvernement permettra aux directeurs régionaux du commerce de conduire avec célérité et professionnalisme leurs missions de suivi et de contrôle des prix des denrées de tout genre, de la disponibilité, de la qualité des produits » a indiqué Kodjo ADEDZE, ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale. Cette séance a connu la participation du Secrétaire Général, des directeurs centraux du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale et des professionnels des médias. Le ministre en charge du commerce, de l'industrie et

de la consommation locale a exprimé sa gratitude au Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé pour sa vision d'une administration performante au service de la nation et celle de bâtir un Togo modèle avec une économie résiliente, durable et inclusive. Le ministre du commerce a par la même occasion félicité les directeurs régionaux pour leur engagement sur le terrain avant de les exhorter à faire bon usage desdits véhicules. Pour leurs parts, les directeurs régionaux ont exprimé, toutes leurs satisfactions face à ce geste louable du ministère qui vient améliorer leurs conditions de travail.

Agro-business

L'ISMA déverse ses premiers diplômés sur le marché

C'est une cinquantaine de diplômés correspondant à sa première cohorte, que l'Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture (ISMA) de l'Université de Kara (UK) vient de déverser sur le marché togolais de l'agro-business.

Ces étudiants qui ont été formés dans quatre filières pendant deux ans, ont décroché des Masters Agrobusiness, Management et Marketing Agricole, Protection intégrée des végétaux, Phytopharmacie d'Aquaculture et Technologie des produits Halieutiques. Une cérémonie de remise des attestations de diplômes a été organisée en leur honneur en fin de semaine écoulée. Dans un contexte où l'objectif de Lomé est davantage de réaliser une

adéquation formation-emploi et contrer le chômage et le sous-emploi, "ils vont apporter leurs connaissances et expertises à la modernisation de l'agriculture togolaise, en cohérence avec la volonté des autorités togolaises de faire de l'agro-business, le moteur de la croissance", ont indiqué les autorités publiques. Alors que le Togo a entrepris le vaste chantier d'industrialisation du secteur agricole à travers l'installation des agropoles dont celle pilote de

Kara, la création de l'ISMA-UK répond à une ambition de "mettre à la disposition de ce secteur, des ressources humaines qualifiées", rappelle-t-on. En dehors de l'ISMA, le pays a entrepris une politique visant à installer des Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD) alors que les structures déjà existantes dédiées à la formation agricole comme l'INFA de Tové, se réorganisent.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	Populationdata
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 vaccin.covid19.gouv.tg



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Coordination Nationale de
Gestion de la Riposte contre la
COVID-19



**CORONAVIRUS
AU TOGO**



@Covid19TG

Innovation

La transformation numérique peut donner un second souffle à l'Afrique

La transformation numérique est un moteur clé de l'innovation et de la croissance durable qui peut garantir que la quatrième révolution industrielle transforme l'Afrique en une puissance mondiale, déclare Bernardo Sarmiento, Directeur du renforcement des capacités commerciales, branche de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), au cours d'un événement « Faire de la quatrième révolution industrielle un succès pour l'Afrique » à la 53ème session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, de la Commission économique pour l'Afrique, à Addis-Abeba.



● Vivien ATAKPABEM

« La population africaine est une opportunité de permettre le développement socio-économique numérique, mais la transformation numérique doit être inclusive de tous », a déclaré M. Sarmiento. Le Commissaire de l'Union africaine aux infrastructures et à l'énergie, Amani Abou-Zeid, déclare que pour que l'industrialisation se produise, les pays africains doivent investir dans la technologie et les innovations, car elles favoriseront l'intégration régionale, généreront une croissance économique inclusive, créeront des emplois et briseront la fracture numérique. « Cela éliminera la pauvreté, réduira les inégalités, garantira la libre circulation des biens et des services sur le continent », déclare Mme Abou-Zeid. Stella Ndabeni-Abrahams, Ministre sud-africaine des communications et des télécommunications, affirme que les pays africains doivent s'associer pour la transition vers l'économie numérique et veiller à ce qu'aucun pays ni personne ne soit laissé pour compte car c'est là que le monde se dirige. Il n'y a pas d'industrialisation sans technologie, dit-elle. « Jusqu'à présent, les données indiquent que

seules quelques grandes villes d'Afrique - Lagos, Le Cap, Nairobi, Le Caire et Accra - sont nos pôles technologiques. C'est bien en dessous du niveau des autres continents », précise Mme Ndabeni-Abrahams. « Pour tirer parti des autres continents, les pays africains doivent se concentrer sur le développement des compétences technologiques, les formations, le codage des données et l'esprit d'entreprise ».

Examiner la transformation numérique

Bogolo Kenewendo, ancien Ministre de l'investissement, du commerce et de l'industrie du Botswana, déclare que le continent doit relever les défis de la pauvreté, des inégalités et du chômage pour une transition sans heurt à l'économie numérique. « Il est important d'examiner la transformation numérique et l'économie numérique à partir de nos systèmes ou produits de connaissances autochtones si nous voulons vraiment être inclusifs », dit-elle, ajoutant qu'il y a un fossé entre les décideurs, les exécutants et les personnes, ce qui est un obstacle pour une transformation numérique fluide de

l'Afrique. « Nous n'avons pas besoin d'investir des millions pour créer des pôles d'innovation. Il ne faut pas des millions pour mettre en place des structures. Tout ce qu'il faut, c'est une structure simple qui puisse nourrir les jeunes entreprises naissantes et l'entrepreneuriat ». Mme Kenewendo déclare que l'échec des pays africains à travailler avec leurs moyens, « signifie simplement que nous n'allons jamais réaliser la quatrième révolution industrielle parce que les pays pensent qu'ils doivent d'abord être au niveau de la Silicon Valley ». Elle dit que les pays africains doivent formuler et mettre en œuvre des lois, politiques et réglementations nécessaires pour accélérer la transformation numérique pour le développement national, régional et continental. « Pour mettre en œuvre les politiques et stratégies, l'Afrique doit investir dans une éducation diversifiée, les STEM et garantir l'accès à Internet pour tous. L'innovation doit répondre aux besoins du continent et aborder la cybersécurité », indique-t-elle, ajoutant qu'il est nécessaire de sensibiliser sur les problèmes qui affectent la technologie, y compris la protection des données.

Croissance durable

Les pays africains doivent adopter la technologie des données

Au cours de la présentation d'un document sur l'exploitation de la technologie et de l'innovation, le 20 mars 2021, Leila Ben-Ali, Chef de la Division des statistiques, à l'Union africaine, a estimé que les données sont une ressource essentielle pour la croissance économique, la compétitivité, l'innovation, la création d'emplois et le progrès social.



● Junior AREDDOLA

Les données sont utilisées dans presque tous les secteurs. Son application va du soutien aux petits exploitants agricoles pour augmenter la productivité à la modélisation et au suivi de la propagation des pandémies telles que la COVID-19 et à l'amélioration des services de base tels que les soins de santé, l'eau et la chaîne d'approvisionnement en électricité. Durant cet événement parallèle sur la numérisation de la réponse aux migrations pour exploiter le développement économique et le dividende démographique de l'Afrique dans le contexte de la COVID-19, tenu en marge de la 53ème session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, de la Commission économique pour l'Afrique. Leila Ben-Ali, Chef de la Division des statistiques, à l'Union africaine, a déclaré qu'en octobre 2020, l'Union africaine a lancé un programme sur l'utilisation des données visant à garantir que l'économie des données entraîne une croissance équitable et des progrès socio-économiques à travers le continent. « Les données sont le produit le plus important, le plus cher et le plus important au monde. Elles réduisent à la fois les informations et les intervalles de temps. L'Afrique ne peut pas se permettre d'ignorer son potentiel pour les décideurs politiques et le développement socio-économique », affirme Mme Ben-Ali. Elle propose que la science des données par l'Afrique pour l'Afrique, dirigée par des scientifiques africains, puisse jouer un rôle clé dans la résolution de nombreux défis du continent. « Un exemple est le partage de données à travers les frontières, garantissant

que les données répondent aux aspirations du continent », déclare Mme Ben-Ali. Il y a des efforts fragmentés en Afrique pour combler le manque de compétences nécessaires pour plus d'unités de données professionnelles qui collecteront, stockeront, analyseront, interpréteront et visualiseront les données. « Les défis d'une économie numérique en Afrique comprennent la faible pénétration d'Internet, qui se situe entre 20% et 21,8% de la population, laissant le reste hors ligne. L'UA dirige 15 innovations visant à exploiter la technologie numérique pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECAf et réaliser un marché unique numérique d'ici 2030 », dit-elle. Mais Mme Ben-Ali ajoute que les États membres ont répondu timidement, citant que seul un pays sur cinq dispose d'un cadre juridique numérique et que 11 pays seulement ont adopté des lois sur la cybercriminalité.

La migration humaine a atteint des niveaux sans précédent

Dans sa présentation, Mme Janet Edeme, Chef de la Division de l'économie rurale et de l'agriculture, à la CUA, déclare que la migration humaine a récemment « atteint des niveaux sans précédent et constitue une caractéristique déterminante de notre époque ». « La migration est dynamique et les tendances et les schémas de migration sur le continent ont changé au cours des 10 dernières années », dit-elle. « La migration transfrontalière en Afrique est un moyen de subsistance et une stratégie d'adaptation importants en période de ralentissement

écologique et économique, d'absence d'emploi et de travail décent, et est essentielle pour comprendre ainsi que pour prévoir le début et l'évolution des catastrophes humanitaires », déclare Mme Edeme. Au cours de la dernière décennie, la détérioration des conditions politiques, environnementales et socio-économiques ainsi que les conflits armés, l'insécurité, la dégradation de l'environnement et la pauvreté ont été des causes profondes importantes des migrations massives et des déplacements forcés en Afrique. Le processus de mondialisation a également facilité la circulation des personnes à travers les différentes régions d'Afrique et vers d'autres régions en dehors du continent. Alors que le nombre de migrants continue de croître, la migration est un problème majeur au 21ème siècle et constitue un défi majeur pour les décideurs politiques engagés dans la gestion de la migration pour le mieux-être du continent.

Importance des facteurs environnementaux

Les migrants ont du mal à être considérés comme des personnes qui accepteront un emploi, des bas salaires, étireront les services sociaux et de santé. Les facteurs environnementaux jouent un rôle clé dans les mouvements de population et inversement, la migration a un impact sur l'environnement. Faisant des recommandations, Mme Edeme indique que la migration interne a un impact sur les environnements locaux et qu'il est donc nécessaire de rendre les villes sûres, résilientes et durables.

Côte d'Ivoire

Les entreprises commerciales dans la zone rouge en 2020

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) des entreprises commerciales affiche une baisse de 14,8% en 2020 par rapport à 2019, selon un document de l'Institut national de statistique (INS) de Côte d'Ivoire consulté ce mardi 23 mars. Cet instrument qui mesure l'évolution des ventes des entreprises commerciales hors taxe a mis en lumière la chute édifiante des commerces de gros et des activités intermédiaires qui ont enregistré un

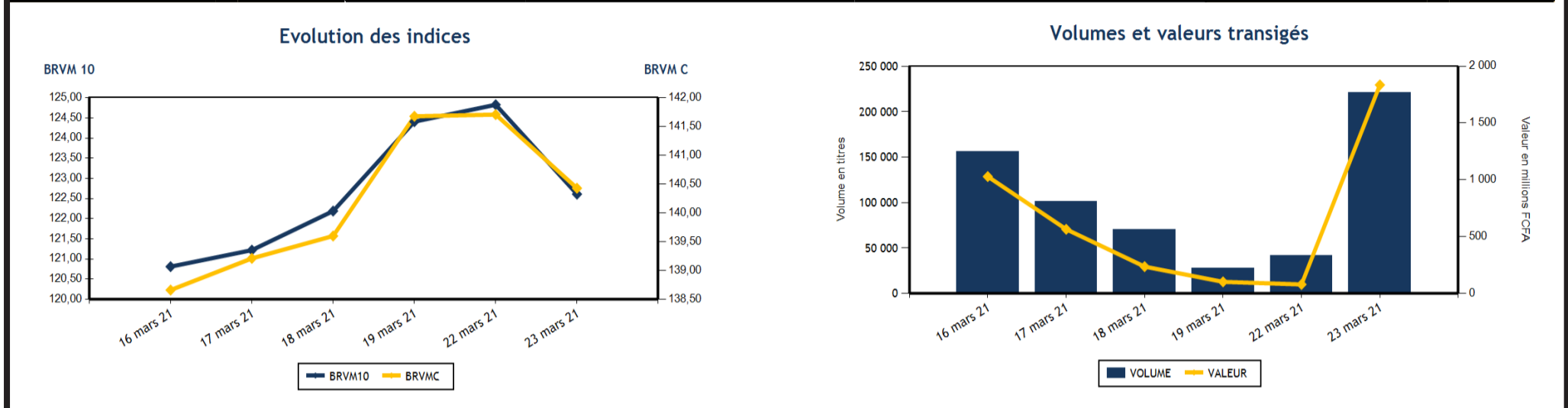


taux de -17,6%. Une année également à demi-teinte pour les commerces de demi-gros qui ont aussi chuté avec un taux de -4,6%. Cette période néfaste du secteur qui n'épargne pas aussi

les entreprises de réparation automobile et motocycliste (-2,1%), est induite par les effets de la crise sanitaire de la Covid-19, dont les mesures de restrictions ont plombé l'activité de plusieurs entreprises. Mais, le troisième trimestre de l'année 2020 affichait une remontée de ces entreprises notamment celles du commerce de détails (+5,1%) et les entreprises de réparation automobile (13,3%).

Avec financialafrik.com

BRVM 10	122,61	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 57 mardi 23 mars 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	140,43
Variation Jour	↓ -1,78 %		Variation Jour	↓ -0,90 %
Variation annuelle	↓ -6,32 %		Variation annuelle	↓ -3,40 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 226 131 019 921	-0,90 %
Volume échangé (Actions & Droits)	205 904	396,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 684 080 225	2 116,15 %
Nombre de titres transigés	35	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	62,50 %
Nombre de titres en baisse	9	-43,75 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	3 480	5,61 %	21,47 %
SAPH CI (SPHC)	2 450	3,38 %	75,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 485	2,41 %	-7,76 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	535	1,90 %	7,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 700	1,89 %	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 370 985 644 894	0,13 %
Volume échangé	15 091	4 236,49 %
Valeur transigée (FCFA)	150 904 931	4 236,29 %
Nombre de titres transigés	8	166,67 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 515	-7,38 %	-41,42 %
SICOR CI (SICC)	1 140	-7,32 %	-7,32 %
SONATEL SN (SNTS)	12 500	-3,74 %	-7,41 %
TOTAL SN (TTLS)	1 355	-2,87 %	-24,72 %
BOLLORE (SDSC)	1 410	-2,76 %	-9,03 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,61	0,20 %	9,27 %	2 239	2 552 330	80,59
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	395,84	-2,18 %	-3,56 %	157 210	1 613 812 485	9,04
BRVM - FINANCES	15	56,25	-0,14 %	-6,23 %	38 809	56 613 810	6,47
BRVM - TRANSPORT	2	345,28	-2,69 %	-8,82 %	596	857 955	6,08
BRVM - AGRICULTURE	5	122,11	1,28 %	41,10 %	2 388	6 576 360	10,98
BRVM - DISTRIBUTION	7	201,07	-0,35 %	-11,20 %	4 662	3 667 285	12,75
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	0,00 %	0,00 %	0	0	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,66	
Taux de rendement moyen du marché	7,82	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,12	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	88	
Volume moyen annuel par séance	160 593,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	991 848 282,68	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,94	
Ratio moyen de satisfaction	38,42	
Ratio moyen de tendance	4 106,04	
Ratio moyen de couverture	2,44	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,68	
Nombre de SGI participantes	25	


Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
BP 2805 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77




BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 820 Ouagadougou 01
Tél : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19




CÔTE D'IVOIRE
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire,
Avenue Pasteur N'Zou
01 BP 3822 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 90
Fax : (225) 20 32 47 77




GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pasteur N'Zou
CP 88 Bissau
Tél : (463) 320 16 52 Fax : (463) 320 16 02




MALI
Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Handakalya
B.P. E. 1390 - Bamako
Tél : (223) 44 98 18 10
Fax : (223) 44 98 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
du Niger, Place de la coopération
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 66 47



SENEGAL
7, rue Jean Mérimée
BP 6906 Dakar Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble 022 Togo
BP 3262 Lomé
Tél : (228) 22 81 23 16
Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Qatar

Un salaire minimum établi à un euro de l'heure

Un salaire minimum de 230 euros par mois, soit un euro de l'heure, est entré en vigueur samedi au Qatar. Ce salaire concerne aussi bien les Qataris que les travailleurs immigrés.



Un nouveau salaire minimum de 230 euros par mois, soit un euro de l'heure, est entré en vigueur samedi au Qatar, selon les médias officiels, alors que le pays révisé sa législation du travail en amont de la Coupe du monde de football 2022. Ce salaire est applicable aux Qataris comme aux nombreux travailleurs immigrés, dont une grande partie travaillent comme employés de maison ou ouvriers sur les chantiers du Mondial, mais il concernera surtout ces derniers car très rares sont les Qataris qui touchent le salaire minimum. Le ministère du Travail a «annoncé la mise en oeuvre du nouveau salaire minimum pour tous les travailleurs à partir de samedi», selon l'agence de presse officielle qatarie QNA. La nou-

velle législation exige que tous les salariés soient payés au moins 1000 rials (230 euros) pour un mois de travail à temps plein, soit environ un euro de l'heure. Auparavant, le salaire minimum était fixé à 750 rials (173 euros) par mois.

«Salaire minimum non discriminatoire»

Les employeurs sont également tenus de fournir le gîte et le couvert ou une allocation supplémentaire de 800 rials par mois (180 euros) pour la nourriture et le logement. Pour l'ONG Migrant Rights, le nouveau salaire minimum est trop bas et ne reflète pas le coût élevé de la vie au Qatar. Le ministère du Travail a, de son côté, estimé que ces changements allaient «stimuler les investissements dans l'économie locale et

favoriser la croissance économique». «Le Qatar est le premier pays de la région à introduire un salaire minimum non discriminatoire», a déclaré l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un communiqué vendredi. «Plus de 400'000 travailleurs, soit 20 % du secteur privé, en bénéficieront directement», précise l'OIT. Le Qatar a procédé à une série de réformes de sa réglementation du travail depuis qu'il a été sélectionné pour accueillir la Coupe du monde de football en 2022. Le pays, qui se livre à d'énormes travaux publics dépendant des travailleurs étrangers, est particulièrement scruté par les organisations internationales et les ONG.

(AFP)

Internet

Le premier « tweet » a 15 ans

Le 21 mars 2006, le patron du réseau social à l'oiseau bleu, Jack Dorsey, inaugurerait sa plate-forme avec un message devenu culte.

Ce court texte rédigé le 21 mars 2006, signait les débuts de la plateforme. «Je crée mon compte Twtr»: il y a quinze ans, par ce message un peu banal, Jack Dorsey, le patron de Twitter publiait le premier «tweet» du réseau social.

Acteur incontournable

Ce court texte rédigé le 21 mars 2006, signait les débuts de la plateforme aux plus de 190 millions d'utilisateurs quotidiens, prisée des décideurs politiques et économiques ainsi que des journalistes. En quinze ans, Twitter est devenu un acteur incontournable des réseaux sociaux, non sans quelques

polémiques. Dernière en date, le réseau a créé la surprise en janvier en supprimant le compte aux 88 millions d'abonnés de Donald Trump, principal outil de communication du président américain, pour incitations répétées à la violence, après l'invasion du Capitole par des partisans du milliardaire républicain. L'exclusion du chef d'État avait été autant saluée que dénoncée, signe de l'équilibre complexe entre neutralité, défense de la liberté d'expression, et modération avec lequel ces plateformes doivent composer.

Précédent « dangereux »

Jack Dorsey avait défendu sa

décision mais admis qu'elle constituait un «échec» et représentait un précédent «dangereux». Début mars, le patron du réseau social, basé à San Francisco, avait annoncé la mise en vente de ce tout premier tweet, via un lien vers le site «Valuables», où les amateurs peuvent y faire une offre. Acheter un tweet signifie acquérir «un certificat numérique du tweet, unique parce qu'il a été signé et vérifié par le créateur», explique le site de ventes aux enchères de tweets – comme un autographe. Quelque 2,5 millions de dollars étaient proposés pour ce message dimanche.

(AFPE)

Géant pétrolier

Importante chute du bénéfice net d'Aramco

Le géant de l'énergie Saudi Aramco a annoncé dimanche un bénéfice net de 41 milliards d'euros 2020, en baisse de 44,4% comparé à l'année précédente. En cause: la baisse des prix du pétrole brut, ainsi que la pandémie qui pèse sur la demande mondiale.



Aramco a presque divisé son bénéfice net par deux en 2020, comme l'a indiqué la compagnie saoudienne dans un communiqué: «Aramco a réalisé un bénéfice net de 49 milliards de dollars (41 milliards d'euros) en 2020», contre 88,2 milliards de dollars (73,8 milliards d'euros) l'année précédente. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole brut, a été frappée l'an dernier par la faiblesse des cours et les fortes réductions de la production. «La société a fait preuve d'une forte résilience financière dans l'une des périodes les plus difficiles pour l'industrie», indique le communiqué d'Aramco. «Les recettes ont été affectées par la baisse des prix du pétrole brut et des volumes vendus, ainsi que par la réduction des marges sur le raffinage et les produits chimiques», précise la société. Ces dernières semaines, les prix du brut ont augmenté pour dépasser les 60 dollars le baril.

Vache à lait de l'Arabie saoudite

Cependant, des analystes estiment que le géant saoudien se prépare à une éventuelle nouvelle vague de contaminations au coronavirus qui pourrait compromettre la timide reprise économique

Energie

Les prix du gaz repartent à la baisse après des mois de hausse

Les tarifs réglementés du gaz vont baisser de 4,1% en moyenne en avril, sous l'effet de la remontée des températures et de la faiblesse des prix du gaz naturel liquéfié en Europe et en Asie. Ils n'avaient plus baissé depuis juillet dernier. Leur niveau reste inférieur à celui de 2015.

C'est la fin d'une longue séquence. Les tarifs réglementés de vente (TRV) du gaz, qui grimpaient chaque mois depuis juillet, vont repartir à la baisse en avril, a indiqué la Commis-

sion de régulation de l'énergie (CRE) dans un communiqué. Les prix vont reculer de 4,1% en moyenne à compter du 1er avril. « Cette baisse est de 1,2% pour les clients qui utilisent le gaz pour la

75 milliards de dividendes versés

Malgré la situation, Aramco a affirmé avoir versé 75 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires, un montant qui dépasse le bénéfice déclaré, comme il s'y était engagé lors de son introduction en Bourse en grande pompe en 2019. Le géant pétrolier a fait ses débuts en Bourse à Ryad en décembre 2019 à la suite d'une introduction alors record, qui a généré 29,4 milliards de dollars par la vente de 1,725% de ses actions. Malgré la pandémie, «nous avons mis encore plus l'accent sur la rentabilité de notre capital et notre efficacité opérationnelle», de quoi permettre le versement des dividendes, a affirmé le PDG d'Aramco, Amin Nasser. Les versements de dividendes par Aramco aide le gouvernement saoudien, premier ac-

tionnaire de la société, à gérer le déficit budgétaire abyssal du royaume. Le géant saoudien va par contre réduire ses dépenses en capital en 2021. «La société (...) prévoit que ses dépenses en capital pour 2021 soient d'environ 35 milliards de dollars, beaucoup moins que les quelque 40-45 milliards de dollars d'abord envisagés, précise le communiqué. Pour faire face à la situation économique moribonde, Aramco a également supprimé des centaines d'emplois pour réduire ses coûts, avait rapporté en juin l'agence Bloomberg. La chute brutale des revenus pétroliers devrait entraver les plans ambitieux du prince héritier Mohammed ben Salmane, car la diversification de l'économie qu'il prône doit être largement financée par les revenus de l'énergie. En janvier, il avait annoncé l'intention de son pays de vendre davantage d'actions d'Aramco dans les années à venir, l'argent généré devant être transféré au Fonds d'investissement public, principal instrument de la politique de diversification de l'économie du pays. Mais au vu de la situation économique et sanitaire, ces ventes d'actions supplémentaires pourraient ne pas susciter l'intérêt des investisseurs, estiment des analystes.

(AFPE)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances seront à surveiller de près. La présence de Mercure laisse présager de nombreuses dépenses que vous jugerez incompressibles. Heureusement, grâce à Mars, gageons que vous saurez vous tirer d'affaire !

Taureau Ceux d'entre vous qui ont eu du mal à gérer leur budget ces derniers temps devraient mieux s'en sortir grâce à Vénus. Attention, cependant, à Pluton mal aspecté, qui pourra vous mettre dans l'obligation de faire des dépenses imprévues pour votre domicile ou vos proches.

Gémeaux Votre équilibre financier ne devrait en principe poser aucun problème en ce moment, car aucune planète de poids n'influence votre secteur argent. Attention, cependant : soumis à l'aspect tortueux de Pluton, vous risquez de tout faire pour saboter cette belle stabilité ! Cette planète va éveiller ses côtés les plus négatifs. Vous serez donc saisi par une véritable fièvre de dépenses, qu'il faudra absolument contrôler, sous peine de courir à la catastrophe.

Cancer Vous effectuerez de bons placements grâce au concours de Jupiter. Très actif, vous multiplierez les initiatives. Mais vous risquez d'avoir les yeux plus gros que le ventre et de commettre des erreurs.

Lion Les accords signés aujourd'hui auront de grandes chances de prospérité. L'ennui, c'est qu'il ne vous sera pas facile d'en conclure : la planète Mars vous inclinera à l'impulsivité et au franc-parler, de sorte que vos qualités de diplomatie seront mises à rude épreuve dans des discussions qui pourtant devraient faire partie de la routine des négociations.

Vierge Vénus sera en mauvaise position. C'est un astre par nature bénéfique, et vous n'aurez donc rien de grave à redouter côté argent. Mais cette planète a un gros défaut : elle rend insouciant et terriblement dépensier. Vous qui, en général, veillez à conserver votre équilibre financier, pourriez bien cette fois perdre quelque peu la tête. Surtout s'il s'agit de faire plaisir à vos proches ou de gâter l'être aimé. Prudence, donc, ne videz pas tous vos comptes en banque !

Balance Votre situation financière est dans son ensemble saine. Mais vous devrez vous méfier des mauvais aspects de Pluton. Evitez toute dépense importante, et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements et vos investissements.

Scorpion Vous êtes un joueur dans l'âme, et cette tendance sera accentuée cette fois. Ainsi, vous serez très tenté d'effectuer des opérations financières audacieuses et notamment de jouer en Bourse, en espérant réussir des "coups fumants". Si vous restez malgré tout dans les limites du raisonnable, vous devriez obtenir d'excellents résultats.

Sagittaire Attention ! Les charmants aspects vénusiens vous porteront à avoir le cœur sur la main et la main à la poche, en particulier envers certains membres de l'autre sexe qui en useront et abuseront sans vergogne.

Capricorne Les placements à long terme et les transactions engageant d'importants capitaux seront favorisés. D'autre part, vous pourrez entreprendre avec succès des démarches auprès d'organismes administratifs ou sociaux.

Verseau Avec cet aspect de Jupiter, ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de réorganiser vos placements. Jupiter vous permettra d'arrondir vos revenus.

Poissons La présente concentration d'influences planétaires dans votre secteur argent devrait vous permettre d'améliorer vos revenus, d'obtenir une prime quelconque due à vos efforts passés, ou de réussir une belle opération. Mais attention à la Lune, qui pourra vous pousser à trop dépenser, ou à espérer plus que vous n'obtiendrez finalement, ce qui vous causerait une déception. Gardez le sens de la mesure, et tout ira bien.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

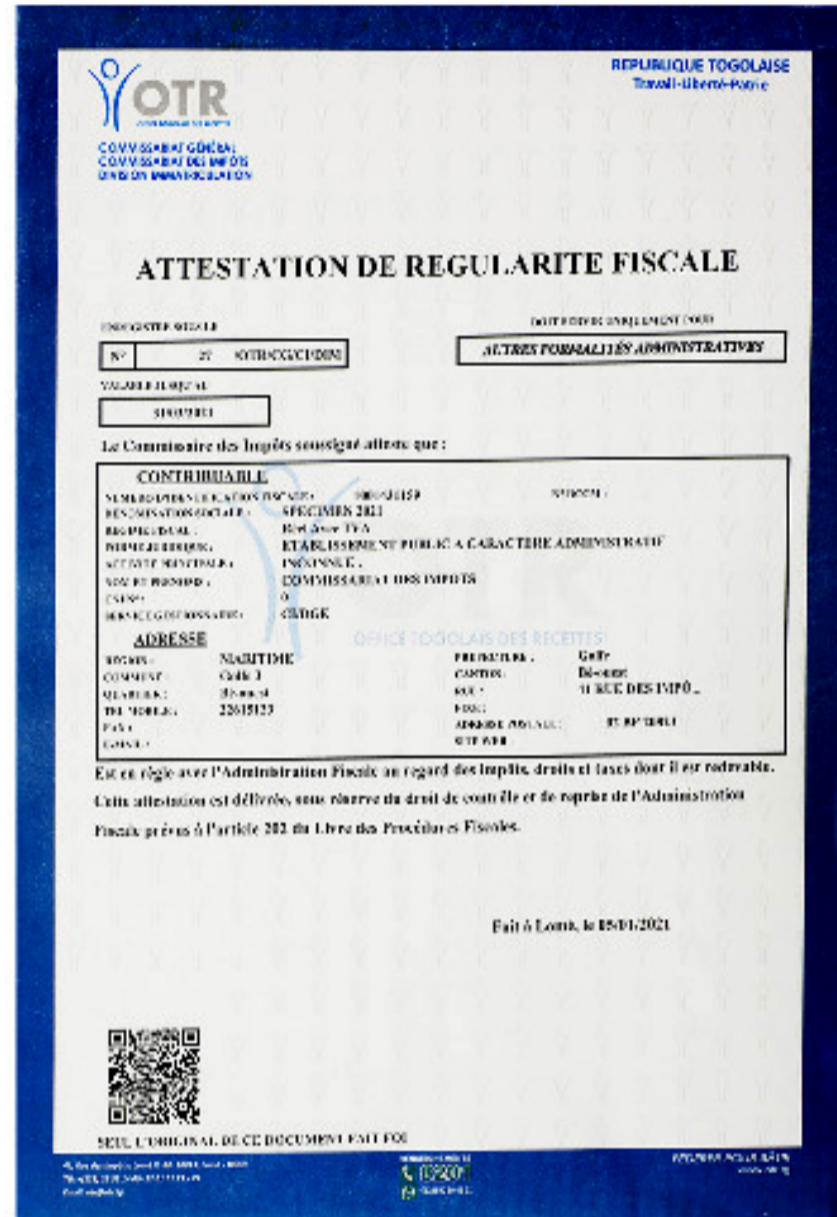
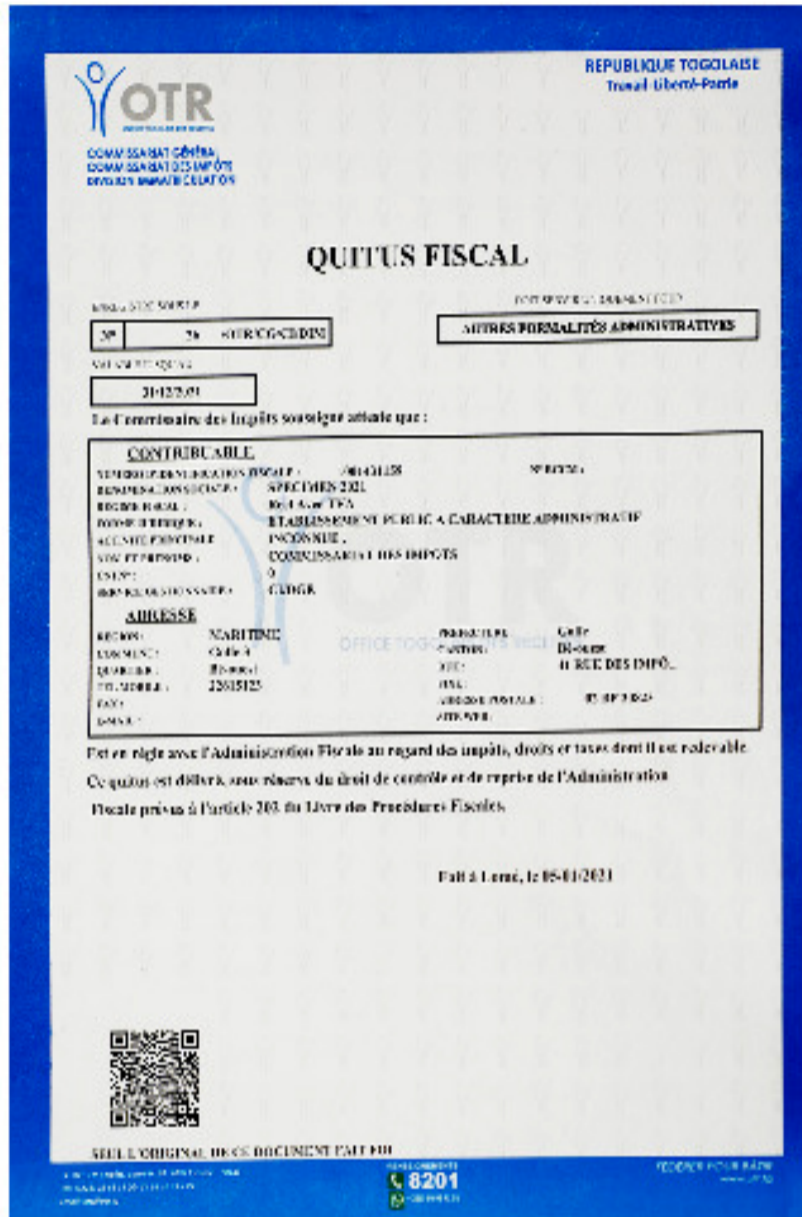
Tirage : 5000



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois



Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Entrepreneuriat

AGRIMARK TOGO veut relier les agriculteurs aux marchés

Au Togo avec la production alimentaire traditionnelle, où les agriculteurs ne savent pas à l'avance précisément quand, à qui et à quel prix ils vendront leurs récoltes, pose un véritable problème. A cela s'ajoute la baisse des revenus qui implique l'exigence des consommateurs concernant la qualité et la sécurité sanitaire des produits.



En d'autres termes, les chaînes d'approvisionnement subissent de rapides changements dus aux transactions de plus en plus fondées sur les liens coordonnés qui relient entre eux les agriculteurs, les négociants, les transformateurs et les détaillants. C'est dans ce contexte que AGRIMARK TOGO s'emploie à améliorer le bien-être des agriculteurs Togolais en adoptant une autre approche. Cette dernière consiste à « relier les agriculteurs aux marchés », ce qui repose d'une façon générale sur l'organisation des agriculteurs en groupements pour approvisionner des marchés donnés. Le promoteur de l'entreprise

spécialisée dans la prestation de services agricoles AGRIMARK TOGO est confiée à Vert-Togo que son cabinet créé depuis 2017 met un accent sur les marchés sélectionnés en vue d'établir des liens sur la capacité des organisations de liaison, et sur la relation entre le secteur privé, les organisations de liaison et les agriculteurs. « Relier les agriculteurs aux marchés suppose invariablement d'organiser les agriculteurs en groupements formels et informels. Et donc nous avons pensé à AGRIMARK TOGO un cadre pour les offrants et les demandeurs. Ceci facilite l'interaction entre les deux acteurs. Nous sommes cette structure qui joue le rôle d'intermédiaire entre les

deux parties. », affirme-t-il. Avant de poursuivre « Si la demande est belle et bien là, l'agriculteur peut produire mais il faut qu'il produise avec les techniques requises. Et c'est aussi là que nous intervenons en les assistant dans leurs productions, en les organisant et en les aidant à se formaliser en coopérative pour que les offres soient vraiment connues. » Avec cette manière de procéder, l'entreprise spécialisée dans la prestation de services agricoles permettra aux producteurs de produire le plus possible en autonomie, et aux consommateurs de se passer au maximum de matières premières venant de l'étranger et en utilisant les produits 100% Togolais.

Avec vert-togo.com

Vie associative

Le SYNPLACTO fait son entrée sur la scène syndicale

Des membres du Syndicat des producteurs des plastiques et connexes du Togo à son congrès constitutif.

Le Syndicat des producteurs des plastiques et connexes du Togo (SYNPLACTO) a été porté sur le fonts baptismaux afin de défendre les intérêts de ses membres face à leurs employeurs. L'assemblée générale constitutive s'est déroulée ce samedi 20 mars 2021 en présence de plusieurs employés de la société White

War Sarl. Selon Atsu Woke, son Secrétaire général, « ce syndicat est créé par le secteur des producteurs de plastique. Dans nos sociétés, nous sommes surtout confrontés aux problèmes de conditions de vie et salariales, c'est ce qui nous a poussés à nous organiser en syndicat », ajoutant que « Nous nous sommes fixé des objectifs à respecter dans les prochains jours », rapporte

letabloidtogo. « Ceux qui sont élus doivent se former et former leurs camarades. Le règlement intérieur est là, faites un effort pour respecter les textes. Vous devez, à partir de maintenant, être plus exemplaires qu'avant. Je souhaite aux membres du SYNPLACTO un bon début.

Avec icilome.com

JME 2021

Tiem Bolidja appelle à assurer la pérennité de l'eau

Initiée par les Nations Unies, la Journée Mondiale de l'Eau (JME), a été célébrée lundi 22 mars 2021. Placée sous le thème, « La place de l'eau dans nos sociétés », l'occasion a été pour Tiem Bolidja, Ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise, d'inviter les populations à une meilleure protection de l'eau afin d'assurer sa pérennité.

Instaurée depuis 1992, la Journée Mondiale de l'Eau a pour objectif de promouvoir des initiatives devant faciliter une meilleure accessibilité de l'eau. En ligne avec cette célébration qui intervient dans une situation particulière marquée par la pandémie du coronavirus, Tiem Bolidja, Ministre en charge de l'eau invite à davantage prendre soin des ressources en eau. Une ressource qui selon le Ministre est depuis plusieurs décennies confrontées à des problèmes liés à la mauvaise gestion et à la pollution. « Au cours de ces dernières décennies, le phénomène de pollution, de changement climatique associé à la mauvaise gestion de l'eau constituent des problèmes majeurs auxquels nous faisons face. Lorsque nous négligeons nos



● Tiem Bolidja

écosystèmes, il est plus difficile de fournir à tous l'eau dont nous avons besoin pour survivre, prospérer et garantir la pérennité de cette ressource pour les générations à venir », a-t-il souligné. Pour ce faire, M. Bolidja invite donc les populations à plus de responsabilités dans la prévention de l'eau afin de favoriser sa pérennité. Rappelons que le Togo avec un

taux de desserte en eau potable de 57%, entend porter ce taux à plus de 60% avec les différentes initiatives engagées ces derniers mois. Pour y parvenir, le pays a bénéficié en mai 2020, d'un financement de 26,4 milliards FCFA de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le sens.

Avec gapola.net

Juventus

Cristiano Ronaldo est prêt à tout pour revenir au Real Madrid

Même si la direction turinoise a affirmé publiquement ne pas vouloir laisser filer Cristiano Ronaldo, ce dernier souhaite quitter Turin.

Avec les performances décevantes de la Juventus en Ligue des Champions et en championnat, il se dit que Cristiano Ronaldo pourrait bien quitter l'Italie cet été. Les rumeurs ont été nombreuses. Un retour au Real Madrid où Zidane n'a pas spécialement nié, un retour aussi à Manchester United ou bien la tentation PSG, tous ces clubs ont été cités. Récemment Fabio Paratici, coordinateur technique de la Juventus, avait éteint les rumeurs en annonçant ne pas vouloir laisser partir Ronaldo. « On a décidé de garder Cristiano Ronaldo. C'est le meilleur joueur du monde et il va rester avec nous », avait-il lancé. De quoi mettre fin à ce feuilleton ? Oh que non. Et pour cause, les dernières informations parues en Espagne et en Italie confirment que, malgré les déclarations du dirigeant



● Cristiano Ronaldo lors du match contre le Napoli ©Maxppp

turinois, l'avenir de Cristiano Ronaldo ne devrait pas obligatoirement s'écrire à la Juventus. Selon les informations de AS, la volonté du joueur reste de partir et de retrouver le Real Madrid.

Le joueur ne pense qu'au Real Madrid

La star lusitanienne serait même prête à faire des sacrifices pour retrouver la pelouse du Santiago Bernabéu et le centre d'entraînement de Valdebebas. Aux der-

nières nouvelles, le champion d'Espagne n'était pas vraiment chaud, pour des raisons financières principalement, mais si le Portugais venait à faire des efforts conséquents, la donne pourrait changer. Et en interne, la Juventus est bel et bien prête à le laisser partir, malgré les déclarations très affirmatives du week-end. Avec les très mauvais résultats du champion d'Italie en titre, le club doit se rénover et à besoin d'argent. Ronaldo pèse, à lui seul, 87 millions par saison, entre le coût de son salaire et l'amortissement des 100 millions reçus par Madrid. Les dirigeants italiens ne forceront pas le Portugais à rester à Turin. Si un club venait à proposer minimum 25 millions d'euros pour le quintuple Ballon d'or, la Juventus accepterait l'offre. Voilà qui est clair...

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Source
Valeur	Source
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonction publique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Source
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

White Lady

GAMME ECLAIRCISSANTE

Result visible from the first week
Resultat visible dès la première semaine

You try, you are bright!

Tu essaies, tu es clair!

*Action
rapide*

*Fast
action*



CMJN

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56